

# L'INTERVENTION FRANÇAISE PENDANT LA 1ÈRE GUERRE CARLISTE À TRAVERS L'ENVOI DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE (1830-1839)

**BENJAMIN ALBERT-MORAGA**

Université Paris-Sorbonne

benjamin.albert.moraga@gmail.com

**RESUMEN:** Existe entre 1815 y 1875 un periodo poco estudiado de las relaciones franco-españolas. Sin embargo aparecen eventos que periódicamente muestran la existencia de enlaces entre España y Francia. Este artículo pretende estudiar uno de estos eventos: la expedición de la Legión Extranjera Francesa en España para combatir la rebelión carlista entre 1835 y 1839. Trabajando especialmente con la serie GR E 4 de los archivos militares franceses (Service Historique de la Défense), donde se encuentran los documentos pertinentes a los asuntos españoles, y siguiendo un plan cronológico justificado por la presencia de eventos importantes para la Legión, demostramos como la política demasiado prudente del rey de los franceses Luis-Felipe tuvo como consecuencia el alargamiento de la guerra, y el abandono en España de la Legión, aunque esta sea un apoyo apreciable para el bando constitucional.

**PALABRAS CLAVE:** Primera Guerra Carlista – Legión extranjera francesa – relaciones franco-españolas – Luis Felipe I – Isabel II

## THE FRENCH INTERVENTION IN THE FIRST CARLIST WAR, THROUGH THE EXAMPLE OF THE FOREIGN LEGION (1830-1839)

**ABSTRACT:** The relationship between France and Spain during the 19th century stays diversely studied to this day. The period between the years 1815 and 1875 particularly lacks investigations despite the existence of various events showing the links between the two countries. This article studies one such event: the expedition of the Foreign Legion to fight the Carlist rebellion between 1835 and 1839. Working on the GR E 4 series of the French military archives (Service Historique de la Défense), which contains documents on the Spanish matters during the 19th century, and following a chronological plan justified by the

---

*Benjamin Albert-Moraga. Master de historia, universidad Sorbonne-Université, calificación summa cum laude. Su tesis de máster estudió la intervención francesa en la I Guerra Carlista, con especial atención a la Legión Extranjera. Curso sus estudios previos en la École Nationale des Chartes, Lycée Henri IV.*

presence of events important both for the Legion and for the political state of both countries, we demonstrate in our work how the exceedingly prudent foreign policy of king Louis-Philippe led to the rise in strength of the rebels and to the abandon of the Legion, despite the regiment being a consequent help to the loyalist army.

**KEY WORDS:** First Carlist War – French Foreign Legion – French-Spanish relations – Louis Philippe I – Isabella II

Les relations franco-espagnoles au XIX<sup>ème</sup> siècle forment un objet diversement étudié par les historiens des deux pays. Le début du siècle reste historiographiquement riche dans le cadre des guerres napoléoniennes, puisque la Guerre d'Espagne peut être à juste titre considérée comme une des causes de l'effondrement de l'Empire, en immobilisant dans la péninsule plusieurs centaines de milliers d'hommes entre 1808 et 1813. Mais entre 1815 et environ 1875 existe une vaste période souvent délaissée, inexploitée, tant du point de vue économique, politique ou social. L'Espagne pendant ces soixante ans renvoie aux observateurs français l'image d'une monarchie en pleine déliquescence, n'entrant dans la révolution industrielle que tardivement, victime d'une vie politique troublée par les guerres civiles et les *pronunciamientos*, et surtout, perdant toute importance diplomatique à cause de l'indépendance de ses colonies américaines. En même temps se développe une vision fantasmée du royaume ibérique puisant dans l'héritage des Lumières, qui construisent les premiers clichés appelés à une grande postérité, notamment en présentant volontiers les pays de la péninsule ibérique comme la terre de l'Inquisition. On peut penser par exemple au passage à Lisbonne du jeune Candide dans l'ouvrage éponyme de Voltaire. Des œuvres comme la nouvelle *Carmen* de Mérimée en 1845, suivie de son adaptation à l'opéra par Bizet en 1875, sont représentatives de cet intérêt parfois superficiel, souvent déconnecté des réalités d'un pays pourtant frontalier mais considéré comme exotique<sup>1</sup>. Cette vision a pu jouer un grand rôle auprès de l'opinion publique française dès la 1<sup>ère</sup> guerre carliste comme l'a souligné Laetitia Blanchard Rubio<sup>2</sup>.

Pourtant, malgré cette vision faussée, et ce désintérêt apparent, certains signes existent qui tendent à nuancer la thèse d'une ignorance totale de la France vis-à-vis de l'Espagne pendant ce premier XIX<sup>ème</sup> siècle, parfois à la contredire

1 Jean LACOUTURE, "Carmen, Mérimée, Bizet: liens entre les cultures espagnole et française", *Synergies Espagne*, 3 (2010), p. 207-214.

2 Laetitia BLANCHARD RUBIO, "El papel de los grabados en la percepción del conflicto carlista por parte de los franceses (1833-1839)" en actes du colloque *El grabado en el mundo digital*, musée Zumalacarrengui, Estudios Históricos VI, San Sebastian: Diputación Foral de Guipúzcoa, 2003, p. 153-174.

complètement. Certains chercheurs comme Jean Marc Delaunay<sup>3</sup>, Delphine Diaz<sup>4</sup> ou encore Jordi Canal<sup>5</sup> se sont en particulier penchés sur les flux de population entre les deux pays, en montrant que pour de nombreux français, l'Espagne est une terre d'accueil, notamment lorsqu'ils sont contraints à l'exil, et vice-versa. Si l'intervention française de 1823 a bénéficié d'une étude récente<sup>6</sup>, en revanche d'autres épisodes de l'histoire franco-espagnole restent peu connus, notamment du point de vue de l'exploitation des archives françaises sur la question. C'est par exemple le cas pour la contribution espagnole à la seconde intervention française au Mexique, ou à la conquête de la Cochinchine.

Les recherches dont cet article présente le résultat ont donc vocation à s'insérer dans un champ historiographique complexe, encore inexploré sous bien des aspects, au moyen de l'étude d'un de ces événements mal connus des relations franco-espagnoles, à savoir l'intervention de la France au côté du gouvernement de la régente Marie-Christine pendant la 1<sup>ère</sup> guerre carliste. Cette intervention nous permet en effet de poser de multiples questions sur les raisons de l'envoi de la Légion et donc du soutien de la France au gouvernement espagnol, ainsi que sur l'existence d'un soutien des légitimistes et des républicains français aux factions espagnoles correspondantes. De même, on peut ré-évaluer l'impact de la Légion étrangère sur le déroulement de la guerre, traditionnellement vu comme négatif quand il n'est pas simplement ignoré. Les ouvrages généraux mettent en général sur le même plan la légion britannique et française et soulignent leur très mauvaise qualité et leur tendance à la désertion, voire ne les mentionnent pas. Pour certains d'entre eux, la France fut indirectement l'aide la plus efficace du camp légitimiste à cause des désertions et de la frontière insuffisamment surveillée<sup>7</sup> permettant l'alimentation de la rébellion.

Pour mener cette étude à bien, les archives du Service Historique de la Défense<sup>8</sup> ont été mises à contribution, en particulier les cartons de la série GR E 4 consacrée aux affaires d'Espagne au XIX<sup>ème</sup> siècle. Les opérations précises de la Légion ne constituent pas le cœur du sujet ; elles peuvent néanmoins être reconstituées à l'aide de *L'Histoire de l'ancienne Légion Étrangère, créée en 1831*,

---

3 Jean-Marc DELAUNAY, "L'Espagne, une terre d'accueil pour les Français de l'exil (fin XVIII<sup>ème</sup>-début XX<sup>ème</sup> siècle)", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 67 (2002), p. 36-40.

4 Delphine DIAZ, *Un Asile pour tous les peuples ? Exilés et réfugiés en France au cours du premier XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris: Armand Colin, 2014.

5 Jordi CANAL, Anne CHARLON et Phryné PIGENET, *Les exils catalans en France*, Paris: Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2005.

6 Emmanuel LARROCHE, *L'Expédition d'Espagne, 1823: de la guerre selon la Charte*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2013.

7 Maria Victoria LÓPEZ-CORDÓN CORTEZO, *Historia de España, La Era isabelina y el sexenio democrático*, Madrid: Espasa-Calipe, 1981.

8 Ci-après noté SHD.

*licenciée en 1838*, de Joseph Bernelle et Augustin de Colleville<sup>9</sup>, deux officiers légionnaires ayant servi pendant cette période espagnole du corps, ainsi que grâce à la seule étude historique d'envergure sur le sujet: *La Légion Étrangère en Espagne, 1835-1839*, du capitaine Paul Azan, un travail qui, bien que daté dans sa méthode et ses conclusions, reste d'une grande précision. Un plan chronologique a semblé être la façon la plus adaptée de procéder grâce à l'existence de grandes coupures et d'événements ayant des conséquences majeures sur l'évolution de la situation politique des deux pays, ainsi que sur l'avenir de la Légion envoyée dans le Nord de l'Espagne. Tout d'abord, une première partie allant de 1830 à juillet 1835, date du départ du régiment, étudie en particulier les raisons ayant poussé le gouvernement de Louis-Philippe 1er à prendre cette décision. Puis de juillet 1835 à août 1836, nous avons travaillé sur la façon dont a fonctionné la Légion en étant directement soutenue par la France. Enfin, d'août 1836 à 1839, la Légion est cette fois-ci véritablement abandonnée par le gouvernement français après la chute du premier ministère d'Adolphe Thiers, fervent partisan d'une politique affirmée quant aux affaires espagnoles.

## LA GENÈSE DE L'INTERVENTION

La France et l'Espagne au début des années 1830 sont confrontées à une instabilité politique chronique. Dans ce contexte, certaines similitudes de surface entre les différentes factions s'affrontant dans ces deux pays nous amènent à nous poser la question des liens qui ont pu exister entre elles. En effet, à la mort du roi Ferdinand VII le 29 septembre 1833, sa fille aînée âgée de trois ans, Isabelle, monte sur le trône et la régence est confiée à sa femme, Marie-Christine de Bourbon- Siciles. Les conservateurs regroupés autour de Don Carlos, le frère du défunt, qui espéraient le voir devenir roi, ou au moins régent, s'appuient alors sur la loi salique introduite par les Bourbons pour dénier la légitimité d'Isabelle II et déclencher une guerre civile appelée première guerre carliste. Elle dure de 1833 à 1839 et oppose les carlistes et le gouvernement, d'abord contrôlé par les libéraux modérés, puis par les "exagérés" à partir de 1836. Les gouvernements français mais aussi anglais et portugais décident alors, dans le cadre d'une lutte d'influence entre la France et l'Angleterre ayant pour cadre la péninsule ibérique, d'envoyer des troupes soutenir la cause de la reine. Cette décision se concrétise dans le cas français par l'envoi d'un régiment fort d'environ 5000 hommes: la Légion étrangère.

La France quant à elle voit une Révolution secouer la capitale les 27, 28 et 29 juillet 1830. Le roi Charles X, dépassé par les événements, abdique

---

<sup>9</sup> Joseph BERNELLE, Augustin DE COLLEVILLE, *Histoire de l'ancienne Légion Étrangère, créée en 1831, licenciée en 1838*, Paris: Marc-Aurel, 1850, 2 tomes.

plutôt que de tenter une reconquête militaire de Paris. Les députés, tentant de canaliser la violence de la rue, décident alors, à l'issue de "l'Hésitation de 1830", d'appeler au pouvoir Louis-Philippe, duc d'Orléans, un cousin des Bourbons. Arrivé sur le trône dans des circonstances mouvementées, Louis-Philippe 1er sait combien son pouvoir est fragile. Tentatives d'assassinat, insurrections et complots sont d'ailleurs monnaie courante dans le cadre d'un grand cycle de révoltes, une perpétuation de la Révolution de Juillet en quelque sorte, qui dure jusqu'en 1835. Son régime se place donc dans une double optique de légitimation de son pouvoir et de répression des acteurs perçus comme menaçants: à gauche, les républicains, à droite, les légitimistes. Différents liens semblent avoir existé entre les factions légitimistes et carlistes d'une part, mais aussi entre les républicains français et les libéraux espagnols les plus radicaux. En ce qui concerne les légitimistes, ils font partie de cette "internationale blanche" dont l'existence a été démontrée par les historiens de la Contre-Révolution<sup>10</sup>. Jean-Claude Drouin et Nathalie Rillot ont étudié la figure de Pierre-Éloi Lalande, châtelain du sud-ouest, qui accueille Don Carlos dans son voyage pour rejoindre l'Espagne en 1834, et qui anime le comité carliste bayonnais. Ce comité est chargé de procurer aux carlistes passant par Bayonne des passeports et des bérêts, de gérer les livraisons d'armes et de redistribuer pour l'insurrection les fonds arrivant du comité parisien<sup>11</sup>.

Des preuves ponctuelles de l'existence de ces réseaux souterrains sont apportées lors des saisies ou de la collecte de renseignements sur la contrebande. Ainsi, dès octobre 1833, le commandant de la 10ème division militaire remarque:

“Quelques rapports que j'ai devant les yeux tendent à faire croire que M.M. Les légitimistes de France prennent une part active aux événements qui se passent en Espagne et qu'ils font passer de l'argent aux partisans de Don Carlos. Il paraît même qu'à Saragosse, on y a beaucoup parlé ces jours derniers d'une circonstance de ce genre qui a acquis beaucoup de probabilité par une grande circulation de monnaie française dont on ignore la cause”<sup>12</sup>.

---

10 Jean-Clément MARTIN, *Contre-Révolution, Révolution et Nation en France: 1789-1799*, Paris: Seuil, 1998. 367p., ou encore *id.* (dir.), *La Contre-Révolution en Europe, XVIIIè-XIXè siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2001, p. 312.

11 Jean-Claude DROUIN et Nathalie RILLOT, “Légitimistes français et carlistes espagnols: la croisade pour le roi” en actes du colloque *A mis amigos de la frontera. El País Vasco francés en la aventura carlista 1833-1876*, musée Zumalacarreui, 2006, p. 79.

12 SHD, GR E 4 3 - “Résumé de la correspondance des divisions militaires des Pyrénées”, lettre du commandant de la 10ème division militaire au ministre de la Guerre le 24 octobre 1833.

Les légitimistes sont secondés dans cette tâche par la présence de multiples agents de Don Carlos, parfois parfaitement bien identifiés par les autorités françaises, qui se chargent du contact avec les contrebandiers pour faire passer armes et personnes. C'est notamment le cas du comte de Canellas, portugais au service des carlistes et résidant à Paris, dont la gendarmerie surveille les communications. En septembre 1834 notamment, elle se saisit à la suite d'une erreur postale d'une lettre adressée au comte par un certain "O. Zurbin" résidant à Bayonne. Dans cette lettre se trouve un projet d'attaque de la place "d'Elisondo" afin de s'emparer des deux pièces d'artillerie s'y trouvant en batterie. Après avoir détaillé ce projet, O. Zurbin parle d'un troisième officier que lui a envoyé le comte pour lui faire rejoindre les bandes carlistes, en se plaignant de devoir payer de sa poche pour financer la traversée<sup>13</sup>.

Ces réseaux français sont l'aboutissement d'une trame européenne d'agents chargés d'envoyer armes et argent à l'insurrection carliste, le but ultime étant la traversée des Pyrénées en contrebande. On peut voir à cette occasion à quel point cette frontière semble poreuse et la surveillance des autorités françaises déficiente: en 1835 sont capturés en train d'essayer de passer la frontière le comte Roger-Bernard-Charles d'Espagnac de Ramefort, plus connu sous le nom de Charles d'Espagne et trois autres chefs de bande. Le comte d'Espagne est un citoyen français dont la famille est partie en émigration en 1791 et a fait racine en Espagne. Lui-même s'engage dans l'armée espagnole et combat les soldats napoléoniens qui envahissent sa terre d'adoption. Partisan résolu de Ferdinand VII qui le nomme capitaine général de Catalogne, il se démarque par sa férocité et sa violence dans la répression menée contre les libéraux. À la mort du roi, il se rallie à Don Carlos, et est contraint de se réfugier en France avec trois lieutenants. Ils sont alors placés en résidence surveillée mais s'évadent une première fois et tentent de passer la frontière dans les Pyrénées-Orientales<sup>14</sup>. Les quatre individus sont alors emprisonnés dans les citadelles du Nord de la France. Sur ces entrefaites, la lettre suivante est envoyée par le sous-secrétaire d'état à l'Intérieur Adrien de Gasparin:

"Ces trois Espagnols n'ont sans doute pas l'importance du comte d'Espagne. Mais comme chefs de bandes ils sont très redoutables ; les deux derniers surtout ont fait leurs preuves en Catalogne. Ce qui atteste combien le parti regrette leur éloignement, c'est l'envoi tout récent d'émissaires

---

13 SHD, GR E 4 44 – "Légion étrangère", le commandant de la 11<sup>ème</sup> division militaire au ministre de la Guerre le 23 septembre 1834.

14 SHD, GR E 4 46 – "Réfugiés espagnols et saisies d'armes", lettre du sous-secrétaire d'état à l'Intérieur au ministre de la Guerre le 22 octobre 1835.

carlistes dans le Nord de la France pour leur faciliter les moyens de s'évader"<sup>15</sup>.

Pourtant, malgré ces remarques sur leur dangerosité et sur la probabilité d'une évasion, le ministre de l'Intérieur Montalivet décide en juin 1836, de les libérer des citadelles pour les placer à nouveau en résidence surveillée. Leur détention ne lui paraît pas en effet de nature à être prolongée plus longtemps sans sortir de la légalité. Dès le 7 septembre 1836, le chef d'escadron de la gendarmerie du Nord informe le ministre de la guerre que don Gil-Bernabé, un des lieutenants, s'est évadé après avoir été mis en résidence surveillée à Douai au lieu d'être enfermé dans la citadelle<sup>16</sup>. Le comte d'Espagne quant à lui s'évade au cours de l'année 1838 et rejoint la Catalogne.

La lutte contre le trafic de marchandises est également déficiente: le général Harispe à Bayonne, le général de Castellane à Perpignan sont chargés de surveiller la zone pyrénéenne, disposant des effectifs de la douane, de la gendarmerie et de 20 à 30 000 soldats. Cela se révèle rapidement insuffisant: Harispe envoie une lettre au ministre de la Guerre exposant ses problèmes le 10 août 1838:

“Vous verrez par l'emplacement que j'ai l'honneur de vous adresser ci joint que sur les huit bataillons qui composent la division des Pyrénées-Occidentales, deux forment la garnison de Bayonne et que les six autres sont répartis sur l'extrême frontière. Mais il est impossible avec un si petit nombre de troupes de garder tous les passages des montagnes, et quoi qu'on fasse, y aurait-il un cordon continu sur toute la ligne, on ne parviendra pas plus à empêcher les carlistes de pénétrer sur notre territoire quand ils le voudront, que l'on ne parvient à empêcher le passage des contrebandiers"<sup>17</sup>.

Les carlistes mythifient la figure de leurs contrebandiers, qui deviennent de véritables héros romantiques. Laetitia Blanchard Rubio cite ainsi l'exemple du “vaillant et loyal” Ganix de Macaye qui a réussi à faire passer les Pyrénées à la princesse de Beira, promise de Don Carlos, et dont la légende a été forgée par l'écrivain français Jean-Baptiste Dasconaguerre dans *Les Echos du Pas de*

---

15 SHD, *Ibidem*, lettre du sous-secrétaire d'état à l'Intérieur au ministre de la Guerre le 20 novembre 1835.

16 SHD, *Ibidem*, lettre du chef d'escadron de la gendarmerie du Nord au ministre de la Guerre le 7 septembre 1836.

17 SHD, GR E 4 41 - “Correspondance avec les ministres, préfets et autres autorités civiles”, lettre du général Harispe au ministre de la Guerre le 10 août 1838.

*Roland*<sup>18</sup>. L'étude des saisies de marchandises conservées aux archives militaires comparées aux renseignements parvenant aux douaniers éclaire le peu d'effet du blocus de la frontière. Ainsi, en septembre 1834, le maire de Saint-Laurent, village des Landes, déclare au capitaine de gendarmerie Lacroix que près de 450 fusils auraient traversé le territoire de la commune cachés dans des caisses montées sur des charrettes à bœufs. La gendarmerie se met alors à quadriller la vallée de l'Adour, mais ne parvient pas à intercepter d'armes, les tables de saisies ne mentionnant entre juillet et décembre 1834 que 31 fusils et 5 carabines capturés.

L'existence de liens entre les libéraux exaltés espagnols et les républicains français est en revanche beaucoup plus dure à prouver. Souvent, seules quelques rumeurs nous indiquent que des contacts ont peut-être eu lieu: c'est le cas notamment le 26 juillet 1836, lorsqu'une révolte des libéraux exaltés secoue Barcelone, puisqu'il semble que ces événements ont eu des répercussions non négligeables en France. Ainsi, le 11 août 1836, le général commandant la 10<sup>ème</sup> division militaire écrit depuis Toulouse au ministre de la Guerre:

“La marche fâcheuse des événements en Espagne n'est pas sans influence sur la disposition des esprits dans ce pays-ci et ce n'est pas sans regret que je vois se relever des espérances qui paraissent être entièrement déçues, abandonnées il y a six mois. Il y a peu nous avons vu donner un banquet très nombreux à M. de Fitzjames. Hier l'on a donné un banquet républicain, toujours il nous faut des piquets pour assurer le maintien de l'ordre dans ces occasions. Ces manifestations extérieures ne sont que de faibles indices de ce qui se passe en secret, et tend à échapper à notre pénétration”<sup>19</sup>.

Le général Castellane quant à lui apprend la nouvelle de l'émeute le 28 juillet. Le 6 août, il informe par dépêche télégraphique le ministère de la Guerre que “le bruit court que les exaltés espagnols s'entendent avec les républicains français”<sup>20</sup>. Il semble faire face à une situation quasi-insurrectionnelle lorsqu'il rend compte le 10 août depuis Narbonne que l'on chante la Marseillaise dans Carcassonne, et que l'on y crie “ça ne va pas ça ira”. Il demande donc d'urgence des renforts, selon lui absolument nécessaires “au moment où les républicains mettent la Catalogne en feu d'accord avec ceux du midi de la

18 Laetitia BLANCHARD RUBIO, “El papel...”, *op. cit.*, p. 169.

19 SHD, carton GR E 4 44, lettre du commandant de la 10<sup>ème</sup> division militaire au ministre de la guerre, le 11 août 1836.

20 SHD, carton GR E 4 7, dépêche télégraphique du 6 août 1836.

France”<sup>21</sup>. Son action a-t-elle évité un soulèvement ou s'inquiétait-il de rien ? En tout cas le sud de la France ne connut pas cette année-là de révolte à l'encontre du pouvoir.

Ces liens entre les différentes factions politiques causant l'instabilité de la France et de l'Espagne, qu'ils soient réels ou imaginés par le gouvernement, contribuent à la véritable obsession sécuritaire de la monarchie de Juillet, régime perpétuellement en quête de légitimité. Ils s'allient également à des considérations diplomatiques pour convaincre une partie de la classe politique en France de la nécessité d'une intervention en Espagne. La guerre civile qui se développe rapidement à partir de 1833 entre dans le jeu diplomatique européen. Le contexte du premier XIXème siècle où s'affrontent sur tout le continent libéraux et conservateurs est propice en effet à la prise de position des autres puissances d'Europe quant aux affaires d'Espagne, d'autant plus que les soutiens de la reine Isabelle II comme ceux de Don Carlos mettent en avant leur souverain comme le prétendant légitime au trône et cherchent à ce titre une reconnaissance et un appui international.

Malgré le nouvel équilibre diplomatique issu du congrès de Vienne, la péninsule ibérique reste considérée comme étant la chasse gardée de la France et de l'Angleterre: l'Espagne est reconnue comme un terrain d'intervention naturel de la France par les autres puissances européennes lorsqu'au congrès de Vérone de 1822, le royaume de Louis XVIII est chargé de l'écrasement des libéraux et du rétablissement de Ferdinand VII sur le trône. Le Portugal est sous domination britannique comme l'illustre parfaitement le fait que le roi Jean VI reste au Brésil où il s'était réfugié pendant l'invasion napoléonienne, et confie l'administration de ses possessions européennes au général anglais William Berresford. Lorsqu'éclate la guerre carliste, le gouvernement britannique est enclin à appuyer le gouvernement espagnol, pour soutenir le libéralisme d'une part alors que le royaume du Portugal a lui aussi connu une guerre entre libéraux et conservateurs de 1828 à 1834, et d'autre part parce que nombreux sont les Espagnols qui ont conservé des liens forts avec l'Angleterre, soit qu'ils datent de la guerre péninsulaire, soit qu'ils aient été tissés durant l'exil provoqué par la restauration du pouvoir de Ferdinand VII. Louis-Philippe 1er quant à lui a doublement intérêt à soutenir la cause d'Isabelle II: d'abord pour stabiliser son propre régime, ensuite pour retrouver l'influence annihilée par l'attitude hostile de Ferdinand VII face la monarchie de Juillet. Il s'agit aussi pour la France de réussir à tisser une alliance égale et durable avec un autre pays d'Europe pour la première fois depuis l'embargo diplomatique dressé à son encontre par le congrès de Vienne.

---

21 SHD, carton GR E 4 7, dépêche télégraphique du 10 août 1836.

Les puissances conservatrices de l'Est quant à elles, en tant que grands défenseurs du principe de la légitimité des princes, accordent un soutien discret au prétendant Don Carlos, mais qui ne dépasse jamais les déclarations de principe. Leur action diplomatique a semble-t-il visé à neutraliser toute volonté d'intervention de la part des puissances constitutionnelles. L'insistance de Don Carlos pour la prise de Bilbao semble nous indiquer que les cours de la Sainte-Alliance ont attendu un progrès de la rébellion, indiqué par la prise d'une ville de quelque importance par exemple, pour aider le prétendant autrement que passivement.

La Guerre Libérale qui a secoué le Portugal de 1828 à 1834 et le renforcement de la rébellion en Espagne semblent prouver la communauté d'intérêts qui paraît unir dans cette circonstance les deux puissances tutélaires des pays de la péninsule ibérique. Cette situation amène alors à la signature le 22 avril 1834 d'un traité assez nébuleux entre la France, le Royaume-Uni, le Portugal et l'Espagne, la Quadruple-Alliance. Il s'agit là en réalité d'un texte de compromis évoquant la possibilité d'une intervention française dans son article 4, qui ne satisfait personne, comme l'a bien montré Roger Bullen dans son article *France and the problem of intervention in Spain*<sup>22</sup>: "Art. 4. Dans le cas où la coopération de la France serait jugée nécessaire par les hautes parties contractantes, pour atteindre complètement le but de ce traité, Sa Majesté le roi des Français s'engage à faire, à cet égard, ce qui serait arrêté, de commun accord, entre elle et ses trois augustes alliés."

Le gouvernement britannique dirigé par le très anti-français Lord Palmerston entend fermement ne jamais avoir à demander l'intervention lorsqu'il signe le traité, et n'envisage pas une alliance avec la France sans qu'elle se fasse à des conditions très avantageuses pour le Royaume-Uni. En Espagne, les libéraux exaltés proches de l'Angleterre ne veulent pas de l'intervention française qui ne ferait que renforcer la position des libéraux et conservateurs modérés. En France enfin, le comte de Rigny, ministre des Affaires Étrangères, et le parti du Mouvement, défendent une politique étrangère audacieuse et sont prêts à beaucoup pour obtenir l'alliance britannique. Au contraire le roi, Talleyrand, ambassadeur à Londres, et le parti de la Résistance privilégient une politique très prudente et une alliance avec la Grande-Bretagne sous certaines conditions seulement, tout en lorgnant du côté de l'Autriche, qu'ils pensent prisonnière d'une relation incommode avec l'encombrant empire de Russie. Il y a donc, en juillet et août 1834, deux politiques étrangères différentes menées concurremment en France: le roi et Talleyrand favorisent une coopération limitée avec les Britanniques et rassurent les ambassadeurs autrichiens quant à la stricte non-

<sup>22</sup> Roger BULLEN, "France and the problem of intervention in Spain, 1834-1836", *Cambridge Historical Journal*, 20 (1977), p. 363-393.

intervention de la France, pendant que Rigny travaille à la préparation d'une intervention en coopération avec la Grande-Bretagne<sup>23</sup>.

C'est finalement Palmerston qui tranche involontairement en répondant à l'idée d'une intervention française qu'elle n'était ni dans l'intérêt de l'Espagne, ni dans celui de la France, sous le prétexte que "l'entrée d'un seul soldat en Espagne grossira immédiatement le parti Carliste aussi bien que le parti révolutionnaire opposé à la reine". Cela consacre l'échec du ministère du comte de Rigny, qui ne parvient ni à convaincre le roi ni le gouvernement britannique de l'utilité de l'intervention française en Espagne. Cependant, les défaites successives des généraux Mina et Valdès à la tête de l'armée du Nord convainquent même les libéraux exaltés qu'une aide extérieure est nécessaire pour vaincre les carlistes. Le 3 mai 1835, Valdès, ministre de la guerre, demande à son gouvernement l'intervention française, lequel transmet officiellement la demande à la France le 19 mai. Le roi y est opposé mais son président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères le comte de Broglie, ainsi qu'Adolphe Thiers, ministre de l'Intérieur et homme fort du gouvernement depuis la répression de la seconde révolte des canuts en avril 1834, sont favorables à une intervention au moins limitée. C'est à nouveau Palmerston qui apporte la solution en proposant que la France et le Royaume-Uni pourraient envoyer des légions de volontaires, et que la France a déjà à son service un corps étranger qu'elle pourrait prêter au gouvernement espagnol: la Légion Étrangère.

### L'ARRIVÉE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE EN ESPAGNE ET SA PARTICIPATION AUX COMBATS, JUILLET 1835-AOÛT 1836

La Légion est formée par la loi du 9 mars 1831 suivie d'une ordonnance royale le 10 mars. Son organisation est calquée sur celle d'un régiment d'infanterie de ligne, mais elle hérite de certaines caractéristiques par rapport au reste de l'armée comme le fameux "pas légion", à 88 pas par minutes, plus lent que les 120 réglementaires dans le reste de l'armée. La plus évidente de ces différences est le recrutement, composé en priorité d'étrangers. Cette unité est envisagée comme permettant de récupérer et de contrôler un certain nombre de soldats et d'officiers aux opinions dangereuses pour le régime. En effet, les officiers des régiments suisses au service de Charles X se sont attirés les suspicions des autorités pour leur fidélité envers les Bourbon. Plutôt que de les laisser se disperser, l'idée émerge de continuer à les employer pour les canaliser. De même, de nombreux déserteurs étrangers qui se présentent aux frontières sont versées dans cette unité plutôt que de simplement les accepter comme réfugiés. Parmi les 200 fiches du registres GR 34 YC 5232 qui portent le nom des engagés

---

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 373.

entre le 4 octobre 1834 et le 3 janvier 1835, on retrouve en effet 156 anciens soldats, soit 78%, la plupart venant d'Allemagne. En ce qui concerne les 296 officiers dont les fiches sont conservées dans les cartons GR 2 YB 2198 et 2199 couvrant la période de 1831 à 1835, on en retrouve 226 dont la nationalité est confirmée, parmi lesquels 48% sont Français: dans un contexte d'encombrement de l'avancement dans l'armée, ce nouveau corps est pris d'assaut par les officiers "rentrants à la bouillotte", c'est-à-dire les anciens serviteurs de l'empire mis en retraite ou demi-solde par la Restauration. Y sont aussi mutés des officiers en punition, et d'autres ayant le goût de l'aventure. Cela donne un corps où il est très dur pour un soldat d'être promu officier.

Cet ensemble disparate est immédiatement envoyé en Algérie, le gouvernement comme la Chambre souhaitant voir s'éloigner ce corps composé d'agitateurs potentiels. Les troupiers, aux opinions politiques, origines et langues très différentes, doivent être rompus à la discipline, ce pourquoi la Légion est surtout employée à d'harassants travaux de terrassement. Une fois "brisée", la formation voit se développer un esprit de corps fort et acquiert une réputation de bravoure, parfois au mépris de l'autorité. Ainsi, lors de la bataille de la Macta le 28 juin 1835, les légionnaires chargent sans attendre les ordres du commandement, puis le 5<sup>ème</sup> bataillon italien reflue en désordre, propageant la panique au reste de l'armée, laissant ainsi la victoire à l'émir Abdelkader<sup>24</sup> qui incarne la résistance face à l'envahisseur français.

Les résultats de la création d'une Légion étrangère sont contrastés pendant ce service en Algérie entre 1831 et 1835. Le gouvernement a donc peu de scrupules à céder purement et simplement ce corps à la monarchie espagnole. Cependant, les légionnaires qui servent maintenant depuis quatre ans forment une troupe réglée et entraînée, qui plus est habituée à opérer sur un terrain rude. Cette cession provoque un mécontentement important tant parmi les hommes que parmi les officiers. Le chef d'escadron de la Rue, aide de camp du ministre de la Guerre, est envoyé à Alger pour faciliter l'opération. Il octroie un certain nombre de promotions et s'entend également avec le commissaire du gouvernement espagnol pour que soient données des grades supérieurs dans l'armée espagnole. Ayant ainsi circonvenu les officiers, ceux-ci convainquent alors la troupe et le départ peut s'organiser.

Resté en quarantaine à Majorque à cause de la pandémie de choléra qui sévit alors, le régiment débarque à Tarragone le 16 août, et prend le nom de *División auxiliar francesa*. Il s'agit alors d'un corps d'environ 4700 hommes divisé en 5 bataillons comme l'indique l'état des pertes subies et du recrutement effectué par le corps en 1837: 4024 hommes ont débarqué d'Algérie suivis de

---

<sup>24</sup> André-Paul COMOR (dir.), "Ancienne Légion" en *La Légion étrangère, histoire et dictionnaire*, Paris: Laffont, 2013.

613 hommes du dépôt et des hôpitaux de Toulon<sup>25</sup>. Il a l'avantage de pouvoir être utilisé immédiatement puisqu'il s'agit d'une unité déjà entraînée et équipée, contrairement à son homologue britannique qui est créé spécialement pour l'occasion. Primitivement destinée à aller se battre en Navarre, la troupe française reçoit néanmoins l'ordre de se rendre à Lleida, ville située à environ 90 kilomètres à l'intérieur des terres. Dès le 22 août, la formation se met en marche et arrive dans la ville qu'elle doit protéger le 25. Ce changement de mission est dû à l'arrivée en Catalogne d'une importante force carliste connue sous le nom d'expédition de Guergué. Afin de relier les autres principales zones rebelles avec la "zone mère" de Navarre, le général Juan Antonio Guergué est chargé de rejoindre la Catalogne, à la tête de quelques troupes bien formées issues des bataillons de Navarre, pour constituer un noyau autour duquel viendraient se greffer les bandes locales. Il atteint Huesca au nord de l'Aragon le 16 août, puis les environs de Lleida le 25, son arrivée coïncidant donc avec celle de la Légion.

Les opérations en Catalogne sont faites de coups de mains et de raids visant à mettre le pays en coupe réglée, alors que chacun des deux camps conserve le gros de ses forces en Navarre. Face à ces bandes et pour compenser la faiblesse des effectifs de l'armée régulière, les partisans de la reine doivent s'appuyer sur les *alcaldes* dirigeant les milices urbaines. Hors, ces milices refusent le plus souvent de poursuivre l'ennemi au-delà du territoire de leurs villes et villages. La guerre telle qu'elle est menée en Catalogne est donc de basse intensité, avec les carlistes réfugiés dans les montagnes et descendant périodiquement s'approvisionner, attaquant les villages et les garnisons les plus faibles tandis que les *christinos* se retranchent sur les localités les plus facilement défendues. Les renforts apportés par Guergué et par la Légion ne changent pas fondamentalement cette situation. En effet, le général carliste a du mal à faire reconnaître son autorité par les chefs des bandes de Catalogne, et il ne dispose pas d'une troupe navarraise suffisante pour s'imposer par la force. Échouant devant la ville d'Olot en septembre, il ne peut guère accomplir plus que de disputer la campagne aux forces gouvernementales et passe le plus clair de son temps à essayer d'organiser les insurgés catalans.

Le colonel Bernelle, commandant de la Légion et général au titre espagnol, reçoit l'ordre de diviser son régiment pour sécuriser les environs de Lleida, en particulier en se positionnant dans les bourgs gardant la sortie des défilés qui assurent la communication entre la plaine de l'Èbre et les Pyrénées. À ce titre, tous les détachements font face au cours du mois de septembre à différentes attaques plus ou moins déterminées de la part des insurgés, non sans pertes. Ainsi, les 150 hommes occupant Artesa de Sangre perdent une petite colonne

---

25 SHD, GR E 4 44, état non daté de l'effectif de la Légion en 1836/1837.

de 30 des leurs, commandée par le sous-lieutenant Dumoustier, et qui était placée aux avant-postes du bourg. Mais cette dispersion déplaît à Bernelle. Outre qu'elle ne permet pas de lutter pro-activement contre les carlistes, puisqu'il ne s'agit que de réagir aux raids lancés par ceux-ci, elle risque aussi d'affaiblir la cohésion de la Légion alors que l'amalgame des bataillons, auparavant organisés par nationalité, est encore très récent. De plus, les émissaires des carlistes tentent de manière apparemment presque quotidienne de circonvenir et de débaucher les légionnaires. Après s'être plaint de cet état de fait auprès du ministère de la guerre espagnol, il reçoit l'ordre d'opérer la concentration de ses forces dans la ville de Balaguer afin de préparer son passage vers l'Aragon, puis la Navarre vers la fin du mois de septembre. Arrivant à Barbastro, la Légion reçoit ici un contre-ordre ; en effet, les succès espérés n'étant pas au rendez-vous en Catalogne, Guergué tente de repasser en Navarre. Le capitaine général de la province d'Aragon demande donc à Bernelle d'aller occuper la frontière entre la Catalogne et l'Aragon pour empêcher ce mouvement.

Le 16 octobre, la Légion reçoit à nouveau l'ordre d'opérer sa concentration cette fois à Huesca, puis de se diriger vers l'ouest de l'Aragon et la Navarre. C'est à ce moment, alors que la Légion quitte la ligne entre l'Aragon et la Catalogne que Guergué se décide à tenter de forcer le passage. Le 22 novembre, il traverse le Rio Cinca et se dirige vers la ville de Barbastro puis vers Huesca le 24, apparemment sans savoir que la Légion est en train de s'y rassembler. Bernelle qui se trouve alors avec le cinquième bataillon dans la ville de Monzón, se lance à sa poursuite, espérant le prendre en tenaille avec les éléments que le lieutenant-colonel de la Légion, Joseph Conrad, est en train de concentrer. Celui-ci, qui n'est pas au courant de l'arrivée imminente de Guergué, est sur la route de Huesca à Monzón pour rejoindre son colonel. Sa troupe et celle des insurgés se rencontrent alors fortuitement au village d'Angüés en fin d'après-midi.

Les légionnaires parviennent à occuper le village en premier et repoussent les attaques carlistes. Ceux-ci se retirent à la faveur de la nuit en direction du nord-ouest sans que Bernelle ne parvienne à les rattraper. Conrad quant à lui, après ce succès, préfère reposer ses hommes pendant une journée avant de lancer la poursuite. La bataille d'Angüés le 24 novembre 1835 est donc le premier engagement d'importance auquel participe la Légion étrangère, qui réussit à soutenir le choc des bataillons de Guergué et à rester maîtresse du terrain, et l'on peut dire que si elle est une victoire tactique incontestable, elle n'en est pas moins un échec stratégique. En effet, les troupes ennemies peuvent se retirer sans être poursuivies et atteindre leur but initial de rentrer en Navarre. Tout au plus la Légion a pu éviter le pillage des environs de Huesca. Bernelle en rejette la faute sur le colonel espagnol Miranda, qui, avec ses deux bataillons, était également à la poursuite de Guergué, mais qui a apparemment fait preuve d'un

manque de zèle confondant dans l'accomplissement de son devoir. D'après Paul Azan: "Le capitaine général d'Aragon jugea que l'appréciation de Bernelle était justifiée, et remplaça Miranda dans son commandement"<sup>26</sup>.

À la fin du mois de novembre, alors que la menace que faisait peser Guergué sur le Haut-Aragon est finalement passée, la Légion peut opérer sans plus de retard sa concentration. Les dernières troupes stationnées en Catalogne arrivent à Huesca le 27, tandis que Conrad qui avait poursuivi les carlistes jusqu'à Jaca rejoint le reste des troupes vers la mi-décembre aux Cinco Villas de Aragón. Le 23 décembre 1835 est reçu du ministère de la guerre espagnol l'instruction de passer sous les ordres du théâtre d'opérations du Nord, alors commandé par le général Luis Fernández de Córdova. La Légion entre dans Vitoria le 13 janvier 1836, cette fois-ci au grand complet, le général Córdova promettant à Bernelle de ne pas diviser sa formation en petits détachements<sup>27</sup>.

Le 16, l'armée de la reine sort de Vitoria direction plein nord afin de soulager la ville de Saint-Sébastien, assiégée par les carlistes. Se faisant, elle doit traverser le territoire abandonné à la rébellion. De fait, le village de Durana situé à peine à 5 kilomètres de Vitoria est occupé par une garnison qui se retire devant le mouvement dont elle est témoin pour rejoindre d'autres bataillons stationnés derrière le village d'Ullíbarri-Gamboa, sur les monts de l'Arlaban. La Légion placée en avant-garde occupe le village, puis, Bernelle jugeant impossible de tenir tant que les carlistes ont leurs positions sur le mont jouxtant les habitations, décide de passer à l'attaque. Le plan initial lui intimait d'attendre dans le village jusqu'au lendemain que les troupes du général Espartero se portent sur le flanc droit des carlistes et rendent leur position intenable<sup>28</sup>. Mais dès que le gros des troupes avec Córdova atteint Ullíbarri-Gamboa, il obtient du général la permission de déclencher l'assaut. Cette action donne lieu à des combats féroces à la baïonnette pour prendre, puis défendre le sommet, où s'établit le premier bataillon de la Légion, face aux contre-attaques carlistes, les troisièmes et quatrièmes restant en réserve sur le versant sud. Cette attaque, menée par la Légion sur le flanc droit de l'armée, est menée sur le flanc gauche par le "regimiento de infantería de la Princesa, n°4".

La bataille de l'Arlaban voit s'illustrer la Légion: Córdova adresse au ministre de la Guerre le comte d'Almodóvar, présent à Vitoria, un compte-rendu de la journée qui se termine en ces mots: "La Légion auxiliaire française est une troupe admirable, et le général Bernelle un chef digne de la commander"<sup>29</sup>. Pourtant, comme à Angués, ce succès tactique est doublé d'un véritable échec

26 Paul AZAN, *La Légion Étrangère en Espagne, 1835-1839*, Paris: Lavauzelle, 1906, p. 153.

27 Lettre du général Córdova à Bernelle, le 15 décembre 1835, cité dans Paul Azan, *Ibidem*, p. 154.

28 Joseph BERNELLE, Augustin DE COLLEVILLE, *Histoire de l'ancienne Légion Étrangère, créée en 1831, licenciée en 1838*, Paris: Marc-Aurel, 1850, p. 266.

29 *Ibidem*, p. 274.

stratégique pour l'armée de la reine. En effet, bien que restant maître du terrain, le général en chef décide le 17 d'ordonner la retraite vers Vitoria. Une conjonction de facteurs semble avoir motivée cette décision: tout d'abord la neige qui commence à tomber ce jour-là et le brouillard très important qui se lève, et ensuite les pertes importantes subies par les troupes.

Ce succès inexploité est suivi de semaines d'inactivité, puis vers la fin du mois de janvier, Córdova décide de l'établissement d'une ligne défensive entre Pampelune et la frontière française par la vallée d'Esteribar afin de rétablir des communications régulières avec la France, et d'empêcher le passage des carlistes entre la Navarre et l'Aragon. La Légion est stationnée sur cette ligne à compter du 5 février, en compagnie de quatre bataillons espagnols placés sous le commandement de Bernelle. Les légionnaires, habitués aux travaux de terrassement, fortifient leurs cantonnements et commencent à ériger des petits ouvrages d'arts pour se défendre d'éventuels coups de main. Ils doivent périodiquement faire face à des tentatives de traversée, et en parallèle, de nombreux raids de ravitaillement et de harcèlement sont menés par les deux parties.

À partir du 18 juillet, la Légion opère en direction d'Estella, au sud de Pampelune cette fois-ci, afin d'attirer le plus de bataillons carlistes vers elle et loin du principal corps de Cordova qui manœuvre sur l'Èbre. Début août 1836, elle remonte sur la ligne de Pampelune à la frontière où elle subit à nouveau les coups de force ponctuels des rebelles. Elle a donc, de juillet 1835 à août 1836, pris une part active aux combats tant en Catalogne et en Aragon qu'en Navarre et dans les provinces basques. Ses hommes semblent s'y être comportés avec courage, ne se débandant pas face à l'ennemi et ne rechignant pas à partir à l'assaut. On peut donc dire qu'elle a été un renfort appréciable pour l'armée espagnole, apportant près de 5000 soldats formés et équipés, opérant efficacement.

La question de son comportement hors des combats en revanche, et plus particulièrement de la désertion, se pose. Tout d'abord, Bernelle entretient des rapports cordiaux avec le général Córdova, qui lui donne d'importantes responsabilités comme on l'a vu. Il ne manque jamais non plus l'occasion de porter aux nues la Division Auxiliaire Française dans ses comptes-rendus, bulletins et ordres du jour. En revanche, les relations avec les autres officiers généraux espagnols semblent plus compliquées. Le chef de la Légion est en effet un homme ombrageux et assez imbu de sa personne: tous ses échecs sont systématiquement imputés au manque de zèle des *christinos* ou alors au fait que ses subordonnés n'ont pas exécuté ses ordres avec suffisamment d'exactitude. La faveur ostensible du général en chef lui attire également la jalousie de ses homologues espagnols. C'est le cas par exemple avec le baron de Meer, qui occupe la fonction de vice-roi de Navarre, stationné à Pampelune, et qui plusieurs fois

refuse d'envoyer des renforts à la Légion alors qu'elle est attaquée sur la ligne de défense.

Au contraire, il ne manque jamais d'encenser les officiers qui se conduisent bien, et surtout, dont les opinions politiques sont en accord avec les siennes. Cet accord politique joue énormément avec Córdova dont il n'hésite pas à dire, en une envolée un brin emphatique, qu'il est: "non seulement l'homme de l'Espagne, mais encore l'homme de l'Europe"<sup>30</sup>. Il chante également les louanges du comte de Cleonard, qui en plus d'être un officier courageux, affiche des opinions modérées tout à fait du goût des Français. Mais lorsque le gouvernement du royaume même passe aux mains de personnes appartenant au parti libéral avancé, comme le ministre de la Guerre Ildefonso Díez de Rivera, comte d'Almodóvar, Bernelle les rend immédiatement responsables des échecs de Córdova: "De fréquents conseils de guerre présidés par le ministre se tenaient chez le général en chef. On y discutait les bases d'un plan de campagne que le gouvernement paraissait accepter, mais dont il contraria plus tard l'exécution, en refusant au général Cordova les différentes ressources en hommes, en armes et en argent, toutes indispensables pour sa réussite"<sup>31</sup>.

La Légion étrangère entretient donc des relations parfois tendues avec les autorités espagnoles, relations qui semblent à la fois compliquées par l'importance des luttes d'influence existant en Espagne entre libéraux modérés et exaltés, et par le caractère des officiers.

Un état des pertes et renforts en date du 15 avril 1836 porte que 83 hommes ont déserté depuis l'arrivée en Espagne<sup>32</sup>. Malgré les efforts des officiers pour développer l'esprit de corps, il apparaît donc que la désertion est bel et bien est un problème récurrent, tout comme elle l'a été en Algérie, au point de causer un taux de pertes similaires aux combats. Cependant ces chiffres ne sont pas encore massifs à l'été 1836, quand la Légion a encore de l'approvisionnement à sa disposition, surtout comparés aux désertions que connaissent tant les *christinos* que les carlistes. Le 19 juillet 1835 par exemple, Harispe informe le ministre de la guerre que le 3ème bataillon de Castille des carlistes a déserté tout entier et est passé au service de la régente<sup>33</sup>.

La nature de la guerre menée dans le nord de l'Espagne mène également à certaines exactions commises à l'encontre des populations civiles. Ainsi, pendant le mois de juillet, alors qu'il est déployé au sud de Pampelune, Bernelle

---

30 Paul AZAN, *La Légion...*, *op. cit.*, p. 175.

31 *Ibidem*, p. 277.

32 SHD, GR E 4 43 - "Renseignements généraux sur l'Espagne, surveillance de la frontière, val d'Andorre, Llivia", état des pertes et renforts de la Légion, 15 avril 1836.

33 SHD, GR E 4 1 - "Résumé de la correspondance des divisions militaires des Pyrénées", lettre du général Harispe au ministre de la Guerre le 19 juillet 1835.

fait saisir et incendier toutes les récoltes sur le passage de la Légion<sup>34</sup>. Cette affaire rencontre un certain écho en France et il est obligé de s'en justifier, mais elle n'est sans doute pas la seule du genre. En effet, il s'agit là non d'un véritable écart de la formation mais plutôt d'une stratégie officielle de l'armée de la reine, qui n'hésite pas à mettre les territoires sous son contrôle en coupe réglée. Bernelle reçoit par exemple une lettre conservée dans son dossier militaire, non-signée mais dont nous supposons qu'elle lui est adressée par Córdova: "Je suis bien peiné d'apprendre que l'on vous reproche en France l'incendie de quelques récoltes faites par les troupes sous votre commandement à Oteiza dans la dernière expédition que vous fîtes sur ce point, et c'est pourquoi je m'empresse de vous justifier ici [...] que c'est d'après un ordre spécial écrit que vous avez dû agir ainsi à cette occasion"<sup>35</sup>.

Les cas de rapine perpétrés individuellement par les légionnaires semblent avoir été rares. Pendant la marche de Vitoria jusqu'à Pampelune fin janvier 1836, une occurrence est citée par Bernelle: "À l'étape d'Agoncillo un grenadier, convaincu de vol chez son hôte, avec circonstances aggravantes, fut immédiatement et dans le village même, livré à une commission militaire, jugé, condamné à mort et fusillé"<sup>36</sup>.

La justice militaire intervient alors rapidement et sévèrement comme on le voit, et les chefs de la Légion n'hésitent pas à faire des exemples, à tel point que des reproches leur sont adressés sur leur brutalité. Pour lutter en particulier contre les désordres liés à l'alcoolisme de ses hommes, le commandement promet à tout soldat causant des troubles des châtiments exemplaires, et recommande la plus grande sévérité à ses officiers. Il arrive d'ailleurs que la situation dégénère, puisque le capitaine Picot de Moras est condamné à un mois de prison pour avoir publiquement passé à tabac un de ses sous-officiers<sup>37</sup>.

De même, les prisonniers sont traités de manière expéditive: Don Carlos refuse d'inclure la Division auxiliaire française dans le dispositif d'échanges de prisonniers mis en place entre carlistes et *christinos*, et signe même le décret de Durango déclarant que les non-Espagnols pris les armes à la main seront tous fusillés. Azan rapporte que cinq voltigeurs de la Légion capturés sont brûlés vifs le 24 mars 1836, et retranscrit les lettres de Bernelle à Harispe où sont rapportés les faits<sup>38</sup>. Le 7 mars est donc publié l'ordre du jour suivant:

"Le général commandant la division auxiliaire française porte à la connaissance des troupes de la légion sous ses ordres

34 Joseph BERNELLE, Augustin DE COLLEVILLE, *Histoire de l'Ancienne Légion...*, *op. cit.*, p. 349.

35 SHD, 8 YD 2865, dossier personnel du général Bernelle.

36 Joseph BERNELLE, Augustin DE COLLEVILLE, *Ibidem*, p. 280-281.

37 SHD, 2 YB 2865, dossier Bernelle, ordre du jour, septembre 1835.

38 Paul AZAN, *La Légion...*, *op. cit.*, p. 171.

qu'elles font exception à la convention passée entre les troupes espagnoles de la Reine et les rebelles au sujet de l'échange des prisonniers, et que nos soldats prisonniers, s'il en était fait par les factieux, seront fusillés. En conséquence il engage les officiers, sous-officiers et soldats à combattre jusqu'au dernier soupir, n'importe dans quelle position désespérée où ils se trouveraient, une mort honorable sur le champ de bataille, en combattant vaillamment, étant préférable aux lâches outrages dont on les accablerait en les promenant en triomphe devant une populace fanatisée, et en leur faisant éprouver mille tortures avant de leur donner la mort il ordonne, pour représailles, de ne donner quartier à qui que ce soit, tout prisonnier rebelle devant être également passé par les armes sur le champ de bataille même<sup>39</sup>.

Le corps est également en pleine transformation, car le colonel Bernelle veut en faire une véritable division indépendante, avec artillerie et cavalerie attachée. C'est ainsi qu'une batterie d'obusiers de montagnes est formée, de même que plusieurs escadrons de lanciers polonais. Cependant, un certain nombre d'événements viennent à l'été 1836 modifier l'équilibre diplomatique issu du traité de la Quadruple-Alliance, ce qui a de profondes conséquences sur le destin de la Légion.

### LA LÉGION ABANDONNÉE: SEPTEMBRE 1836 – JANVIER 1839

En février 1836, un nouveau gouvernement est formé par Adolphe Thiers, qui se réserve le portefeuille des Affaires Étrangères. Fidèle à sa formule "le roi règne mais ne gouverne pas", il entend bien pouvoir mener une politique indépendante de la volonté du monarque. Il accepte cependant de remettre l'intervention en Espagne à d'autres lendemains, dans la perspective de pouvoir conclure un mariage princier avec l'Autriche. En mars 1836, les propositions de Palmerston d'engager de manière limitée mais directe l'armée française sont donc repoussées. Mais Thiers est abusé par Metternich, qui veut avant tout garder la France et la Grande-Bretagne séparées et entretient donc l'espoir du mariage tout en le retardant en sous-main<sup>40</sup>. Le 25 août, l'attentat d'Alibaud, qui manque de tuer le roi des Français, fournit à l'Autriche l'excuse nécessaire pour opposer une fin de non-recevoir aux projets matrimoniaux en arguant du danger qu'une archiduchesse courrait à épouser un prince français.

---

<sup>39</sup> *Ibidem*, p. 169.

<sup>40</sup> Roger BULLEN, "France and the problem...", *op. cit.*, p. 387.

D'après les mémoires de sa maîtresse madame de Dosnes: "Thiers, après avoir un moment penché vers les puissances continentales, tant qu'il espéra pour le duc d'Orléans un mariage avec une princesse autrichienne, redevint fervent interventionniste"<sup>41</sup>. Le contexte politique espagnol semble de plus à nouveau favorable à la France. En mai le gouvernement de Mendizabal est renversé par des modérés pro-Français avec l'appui de la régente. Le nouveau cabinet dirigé par Istúriz, qui ne dispose que d'une très courte majorité à la Chambre et est impopulaire auprès du peuple et de la garnison de Madrid, fonde tous ses espoirs sur l'obtention de l'intervention française pour le sauver à la fois des carlistes et des exaltés.

Une autre Légion étrangère est recrée en France le 16 décembre 1835, officiellement pour servir de dépôt à la Légion en Espagne comme l'indique son stationnement à Pau, et une lettre du ministre de la guerre au général Harrispe: "Je ne veux pas d'Espagnols, ce corps est destiné plus tôt ou plus tard à aller en Espagne"<sup>42</sup>. Thiers veut s'en servir comme base pour la création d'un véritable corps d'armée franco-espagnol de plus de 20 000 hommes et fait les préparatifs en cachette du roi. En un mois, environ 2700 soldats des divisions du sud de la France demandent à partir en Espagne, attirés par les gratifications et les chances de promotion<sup>43</sup>. L'offre est également faite aux unités stationnant en Algérie, où elle rencontre un succès considérable: dans le premier bataillon de chasseurs d'Afrique, ce sont près de 650 hommes qui demandent à partir<sup>44</sup>. Début juillet, le général Bugeaud accepte le commandement du corps et s'embarque pour la métropole<sup>45</sup>.

Cependant, la situation politique espagnole connaît des soubresauts qui ruinent ce projet. Le 26 juillet, Malaga se soulève et proclame la Constitution de 1812, à sa suite, Cadix, Grenade, Séville et Cordoue se rebellent également. L'état de siège est proclamé à Madrid le 5 août alors que le peuple de la capitale semble se rallier aux exaltés. La famille royale passe l'été dans sa résidence de La Granja de San Ildefonso, mais la garnison du palais, gagnée aux idées libérales, se mutine à son tour le 12 août, force la reine régente à signer une déclaration reconnaissant la Constitution de 1812 pour tout le royaume d'Espagne, et à destituer Istúriz pour lui substituer le progressiste Calatrava. Cette nouvelle est examinée en conseil des ministres le 17 août. Louis-Philippe ne veut plus entendre parler d'intervention, il est persuadé que l'anarchie est sur le point de

41 Mme de Dosnes, Mémoires, cité dans Jean-Charles JAUFFRET, "Mr. Thiers, l'Espagne et la Légion étrangère", *Revue Historique des Armées*, 3 (1979), p. 154.

42 SHD, GR E 4 45 - "Légion étrangère", feuille d'analyse des dépêches, 23 avril 1836.

43 SHD, GRE 4 44, état des soldats ayant demandé à entrer au service de la reine d'Espagne au 13 août 1836.

44 SHD, *Ibidem*, état des chasseurs d'Afrique ayant demandé à entrer au service de la reine d'Espagne au 31 juillet 1836.

45 Jean-Charles JAUFFRET, *Ibidem*, p. 159.

s'installer en Espagne, et que si une armée française y entrait, elle se retrouverait en but à l'opposition des carlistes comme des libéraux exaltés. Il laisse éclater son mécontentement contre son président du conseil, en faisant télégraphier dès le soir du 17 l'ordre de suspendre immédiatement l'organisation du corps de Pau<sup>46</sup>. Le 20 août, l'assassinat du général modéré Quesada par le peuple de Madrid semble consacrer l'arrivée d'une révolution en Espagne. Thiers est obligé de présenter sa démission, qui est acceptée le 6 septembre 1836. Sa politique vis-à-vis de l'Espagne est donc un échec, le roi ne cède pas et l'intervention française ne sera plus jamais évoquée après son départ.

Le 1er bataillon étranger de Pau est envoyé rejoindre la Légion, tandis que le reste des soldats regroupés là part en Algérie. Il s'agit des derniers renforts que reçoit la Division Auxiliaire Française depuis la France. Ils accompagnent en parallèle une réorganisation du commandement, puisque Bernelle devenu très impopulaire par sa sévérité et sa pratique exagérée du népotisme, remet sa démission et rentre en France. Sa réputation l'y précède d'ailleurs lorsqu'Harispe conduit, fin juillet, une enquête auprès du bataillon étranger de Pau pour savoir combien de soldats seraient prêts à passer en Espagne. 400 se déclarent prêts à partir, mais 100 disent refuser: il note dans une lettre au ministre de la Guerre que ce refus semblait motivé par la crainte de tomber sous le pouvoir de Bernelle<sup>47</sup>. Le colonel Lebeau est envoyé pour le remplacer afin d'éviter la désorganisation du corps privé de son officier supérieur, mais il s'agit également là du dernier officier officiellement envoyé par la France en Espagne.

Dès le 17 août, il déclenche des opérations pour se faire connaître des hommes et tenter de débloquer la situation: il remonte la vallée de Lanz au nord de Pampelune pour tenter d'encercler des bataillons ennemis, ce qui échoue car ils sont disposés en ordre de bataille devant lui, et non sur sa droite à Eugi comme il l'espérait. Offrant peu de résistance, les carlistes peuvent se retirer de leurs positions et marcher sans crainte vers le nord-ouest. Lebeau découvre ainsi que la guerre telle qu'elle est menée autour de Pampelune est bien différente de la manière des batailles napoléoniennes dont il est un vétéran. La rigueur du relief, les effectifs relativement faibles, et la facilité qu'ont les carlistes à se déplacer et à s'informer sur un terrain qu'ils contrôlent mieux que les *christinos* interdisent les manœuvres et les encercllements brillants et rendent l'ennemi insaisissable. Cette expédition lui permet néanmoins de saisir quelques milliers de rations de biscuits abandonnées par l'ennemi, prise bienvenue alors que l'approvisionnement de la Légion est sérieusement compromis depuis le mois de juillet.

---

<sup>46</sup> SHD, GR E 4 44, note de la direction du personnel et des opérations militaires du 25 août 1836, " par suite des événements survenus en Espagne " le roi a donné l'ordre de suspendre tout envoi de renforts.

<sup>47</sup> SHD, GR E 4 44, lettre du général Harispe au ministre de la Guerre le 28 juillet 1836.

Le 14 septembre, Lebeau et 4 bataillons sur les 7 que comprend alors la Légion participent à une attaque sur la capitale carliste d'Estella. Plusieurs assauts se répètent de la même manière: la Légion charge, apparemment trop tôt, et repousse l'ennemi avant que les colonnes alliées ne soient en position pour les encercler. Cette journée se solde par une victoire des *christinos*. Comme à l'Araban cependant, cette victoire est sans lendemain et la retraite est sonnée sans qu'Estella ne tombe. Une nouvelle attaque le 8 novembre n'apporte pas plus de résultats. Mais Lebeau a rapidement compris la situation impossible dans laquelle il se trouve, incapable de renverser à lui seul la situation et privé de renforts par la France. Le 12 novembre il démissionne et traverse les Pyrénées.

Les événements politiques qui secouent la péninsule ont un effet direct sur le commandement de l'armée espagnole. En effet, quand la nouvelle de la mutinerie de la Granja atteint l'armée du Nord, le général Córdova décide le jour même de quitter son commandement et de partir en exil en France. Avec son départ, la Division auxiliaire française perd un protecteur puissant et décidé, qui on l'a vu, n'hésitait pas à la favoriser pour qu'elle ne manque de rien. Puis, l'arrivée du gouvernement pro-français d'Istúriz a pour conséquence une réduction du flot des emprunts anglais, qui sont peu ou prou la seule ressource financière dont dispose le royaume d'Espagne. Le gouvernement français quant à lui n'est pas prêt à déboursier un franc, tout au plus consent-il à abandonner une partie des créances espagnoles qu'il détient. Rapidement, les arriérés de solde s'accumulent considérablement, tant pour la troupe que pour les officiers. Les effets que portent les soldats sont ceux avec lesquels ils sont arrivés en Espagne un an auparavant et qui étaient déjà arrivés à la moitié de leur vie réglementaire.

Alors que Córdova les favorisaient, les légionnaires sont cette fois-ci confrontés à un commandement supérieur antagoniste, le colonel Sénhilles, en mission d'observation auprès de l'armée espagnole, décrivant le commandant en chef Pedro Sarsfield ainsi: "Peut-être aussi est-ce l'esprit anglais qui s'agite en lui ; car il est anglais jusqu'au bout des ongles ; et à ce titre, il est inquiet et jaloux de tous les biens qu'a fait et que peut faire la légion. Je crois sincèrement qu'il en désire la désorganisation et qu'il travaille dans ce sens. En tout cas, il est en bonne voie pour obtenir, sous ce rapport, un succès complet et décisif"<sup>48</sup>. Le gouvernement espagnol lui-même reconnaît d'ailleurs son incapacité à assurer correctement la subsistance de l'unité. Le colonel Del Valle, envoyé personnel de la reine auprès de l'armée du nord, écrit au ministère de la Guerre français le 18 février 1837 une lettre où il s'enquiert de la possibilité de faire repasser la Légion à la charge de la France, mais reçoit une réponse négative<sup>49</sup>. Le général

48 SHD, GR E 4 45, lettre de Senhilles au général Harispe le 3 janvier 1837.

49 SHD, Ibidem, lettre de Del Valle au ministre de la Guerre le 18 février 1837.

Harispe qui continue d'observer discrètement le sort de la Légion, envoie également des réclamations au ministère:

“La situation de la légion Étrangère au service d'Espagne est des plus déplorables et s'aggrave de jour en jour. Il semble que le gouvernement espagnol ait pris à tâche de faire tout ce qui dépend de lui pour désorganiser ce corps qui lui a rendu tant de services et pourrait encore lui être du plus grand secours. Les hommes sont sans soldes, sans vêtements, sans chaussures ni vivres, et leur dénuement est à un tel point que ceux qui ont terminé leur temps de service aiment mieux abandonner le montant de leur masse de linge et chaussures, et leur solde arriérée, que de rester à son service. Déjà plusieurs détachements sont rentrés par St-Jean-Pied-de-Port où jusqu'à ce jour il leur était payé une indemnité de trente piécettes par homme pour rentrer dans leurs foyers. Mais le ministre de la guerre vient de donner l'ordre au consul de cesser cette allocation [...] Que va donc devenir cette légion, si faute de moyens de faire leur route, les hommes sont forcés de servir l'Espagne ? Ils passeront tous dans les rangs de Don Carlos, et la Reine les trouvera aussi acharnés contre sa cause qu'ils en étaient avant les chauds partisans”<sup>50</sup>.

Plus que cela, la France commence même à rejeter les légionnaires qui reviennent sur son sol. On voit dans la lettre sus-citée comment l'allocation de voyage de 30 francs par homme est supprimée au mois d'octobre. Le gouvernement complète cette suppression par une politique répressive à l'égard des déserteurs de la Légion qui chercheraient à regagner le sol français, avec une note aux préfets rappelant les dispositions à prendre concernant ces hommes:

“1° Faire tous les efforts possibles pour déterminer les déserteurs à rentrer à leurs corps. 2° Refuser l'autorisation de résider en France aux déserteurs qui ne retourneront pas à leur corps, et les envoyer à Alger avec itinéraire obligé. 3° Expulser du royaume ceux qui se refuseront d'aller en Afrique. Mr le maréchal Maison ayant fait observer le 24 août, à Mr le ministre de l'Intérieur, que l'expulsion du royaume ne pouvait être appliquée qu'aux étrangers, il lui

---

50 SHD, *Ibidem*, lettre du général Harispe au ministre de la Guerre le 29 octobre 1836.

a été répondu, le 1er Septembre, que l'instruction du 1er août s'appliquait aux déserteurs nés hors de France, et qu'à l'égard des Français, s'ils refusent de rentrer sous le drapeau de la Légion, le seul parti à prendre est de leur délivrer des passeports pour se rendre à leur ancienne résidence"<sup>51</sup>.

Dès fin 1836, le lieutenant-colonel Conrad, désormais officier supérieur de la Légion, tente donc d'organiser le rapatriement de ses troupes. Selon un état du 30 octobre 1836, il est dû à la Légion pour son service entre avril et octobre 1836 la somme de 873 011 francs, dont seuls 210 526 ont été perçus, ce qui laisse la somme de 662 484 francs en arriéré de solde<sup>52</sup>. Cette situation qui conjugue l'impossibilité pour de nombreux légionnaires tant de continuer à servir dans l'armée espagnole que de regagner la France a du nettement contribuer à augmenter le nombre d'hommes qui déserte pour passer chez les carlistes. Cette désertion devient alors suffisamment importante pour qu'apparaisse parmi les carlistes un "bataillon algérien" composé d'anciens légionnaires.

Dans la seule semaine du 1er au 7 février, ce sont 19 sous-officiers et 134 fantassins accompagnés de cinq cavaliers et trois ambulanciers qui désertent de leur poste, soit un total de 161 hommes<sup>53</sup>. À ces désertions s'ajoutent les pertes dues aux maladies et au combat, les libérations massives de soldats, ainsi qu'un certain nombre de portés disparus. Sur les 200 recrues de la fin de l'année 1834 dont nous avons étudié les fiches, on connaît le devenir de 112: sept meurent à l'hôpital d'Alger ou de Toulon avant leur arrivée en Espagne, 44 sont congédiés à l'issue de leur engagement réglementaire, 26 désertent (mais le quart d'entre eux le fait pendant le voyage qui les amène en Algérie), seize sont portés disparus, quatre réformés, deux renvoyés pour mauvais comportement, et seulement trois sont inscrits comme étant morts sur le champ de bataille. Ces seize portés disparus cachent en fait sans doute quelques déserteurs, mais aussi des soldats morts dont le corps n'a jamais été retrouvé, que ce soit dans la confusion d'une bataille ou à la suite d'une embuscade des carlistes.

Le plan de libération des effectifs prévoit que la formation passe de 239 officiers et 3841 hommes de troupes en février 1837<sup>54</sup> à un bataillon de 700 hommes en janvier 1838<sup>55</sup>. Malgré ces nombreuses vicissitudes, la Légion reste jusqu'à l'été 1837 une unité opérationnelle et participe à différentes actions.

<sup>51</sup> SHD, GR E 4 43, note de la direction générale du personnel et des opérations militaires, mi-octobre 1836.

<sup>52</sup> SHD, GR E 4 45., lettre du colonel Conrad au ministre de la Guerre le 30 octobre 1836.

<sup>53</sup> SHD, GR E 4 45, état numérique des déserteurs de la Légion entre le 1er et le 7 février 1837.

<sup>54</sup> SHD, GR E 4 45, lettre du général Harispe au ministre de la Guerre le 2 février 1837.

<sup>55</sup> SHD, *Ibidem*, document portant la mention des hommes à congédier établi par le lieutenant-colonel de la Légion Ferrary le 16 février 1837.

En effet, les carlistes ayant pris l'avantage sur les constitutionnels après la bataille d'Oriamendi le 16 mars 1837, ils décident de lancer une grande expédition en Castille, l'*Expedición Real*, à la poursuite de laquelle se lance le corps d'opérations de Navarre. Le 24, le commandant en chef Iribarren la rattrape sous les murs de Huesca, Conrad commandant la droite de son armée. Il est battu, perdant environ 1000 hommes, dont 350 pour la Division auxiliaire française<sup>56</sup>. Ces pertes déterminent l'amalgamation des deux derniers bataillons de la Légion en un seul. Le 2 juin à Barbastro, une nouvelle bataille a lieu: les carlistes parviennent à isoler la Légion et une partie du deuxième régiment de gardes espagnol sur la gauche des *christinos*. Le colonel Conrad, qui tente d'organiser une charge afin de rallier ses troupes, est tué sur le coup d'une balle au front. L'armée constitutionnelle se ressaisit, parvient à dégager son flanc gauche et bat en retraite.

Pour la Légion, battue, réduite à une portion de ses forces, privée de son chef, ces deux batailles sonnent le véritable glas, après l'annonce de la fin des renforts. Il est maintenant question de solder cet envoi et de rapatrier les derniers hommes qui se battent encore pour la cause de la reine Isabelle II. Les débris qui reviennent à Pampelune constituent à peine un bataillon de 800 hommes, privé d'artillerie et de cavalerie. La mort de Conrad, très populaire, achève de démoraliser les légionnaires. Le désordre et l'indiscipline menacent alors de s'emparer de la formation. En réalité, c'est dès le mois d'avril 1837 que la situation commence à devenir dangereuse sur ce point-là. Conrad lui-même arrive au bout de son crédit auprès des hommes et doit user des mêmes châtiments exemplaires que Bernelle. Le 29 avril, il informe Harispe qu'un légionnaire qui a déserté et a été repris par des flanqueurs espagnols sera sans doute jugé et fusillé en moins de quatre heures, pour l'exemple. Si la situation persiste, il annonce ne pas vouloir perpétuer son commandement au-delà du mois de juin<sup>57</sup>.

Le colonel Ferrary, successeur de Conrad, s'attelle à la titanesque tâche que représente la liquidation des comptes de la Légion, tout en menant quelques opérations limitées: début septembre 1837, la Légion est à nouveau stationnée dans les villages du nord de Pampelune afin de couvrir la ville. Le 10 notamment, 4 compagnies de légionnaires viennent en aide aux troupes constitutionnelles mises en difficulté aux environs de Puente de la Reyna. Mais le 11 octobre, Ferrary prend la décision unilatérale de quitter les environs de Pampelune avec son corps, fuyant autant les carlistes que les libéraux exaltés, afin de gagner la ville de Jaca, moins exposée et plus calme: "La Légion étant en Espagne pour n'avoir d'autre ennemis que le Prétendant, je ne devais pas attendre que

<sup>56</sup> Joseph BERNELLE, Augustin DE COLLEVILLE, *Histoire de l'Ancienne Légion...*, op. cit., p. 428.

<sup>57</sup> SHD, GR E 4 45, lettre du colonel Conrad au général Harispe le 29 avril 1837.

l'esprit des différents partis gagnât le corps que j'ai l'honneur de commander et qui jusqu'à présent n'a su que vaincre ou mourir mais qui aurait été plus tard suborné vue l'état de détresse et d'abandon dans lequel on le laisse. Du reste, la ligne de France est coupée, il fallait prendre une décision et je l'ai prise"<sup>58</sup>.

Le 19 octobre, avec 280 hommes, Ferrary parvient encore à mener une opération de pacification dans la vallée de Roncal<sup>59</sup>. Enfin, dernière étape du périple espagnol, la Légion gagne en avril 1838 la ville de Saragosse.

Le fait que la Division Auxiliaire Française reste ainsi à l'écart des émotions qui secouent le pays montre comment un régiment étranger au pays, et donc étranger aux considérations politiques propres à ce pays, a tendance à soutenir le gouvernement. C'est ce dont avait peur les libéraux français lorsqu'ils ont contraint le roi à décréter que la Légion ne pourrait être utilisée qu'hors du territoire métropolitain, et c'est ce qui se confirme ici en Espagne. La Légion étrangère, malgré les privations qu'elle endure et les ouvertures qui lui sont faites par les libéraux exaltés, se met au service des autorités perçues comme "légitimes".

Le quotidien des légionnaires pendant ce séjour à Saragosse est consacré à l'élaboration d'une mémoire de l'expédition et de leurs sacrifices, tournée en particulier autour de la tombe du colonel Conrad. Celui-ci est en effet enterré, avec d'ailleurs le général Iribarren, dans le nouveau cimetière de la ville. Soldats et officiers organisent alors une souscription pour transformer cette simple tombe en un petit monument, avec en particulier une plaque de marbre noir dotée d'un motif représentant deux drapeaux croisés, un coq gaulois, un lion couché, la croix de la Légion d'honneur et celle de l'ordre de Saint-Ferdinand, et portant l'inscription: "Les officiers de la Légion auxiliaire française à leur brave chef Conrad, mort au champ de Barbastro le 2 juin 1837 pour la liberté espagnole". Le 3 juin 1838, pour l'anniversaire de la bataille de Barbastro, quelques célébrations sont organisées par les hommes avec des discours et même une pièce en vers. Azan rapporte tout cela et affirme également avoir pu retrouver la tombe de Conrad "dans la *manzana* extrême de droite du cimetière, niche 37"<sup>60</sup>.

On assiste ici au début d'un phénomène mémoriel concernant l'expédition d'Espagne de la Légion étrangère par la glorification de Conrad, et à travers lui du reste des légionnaires, qui ont le sentiment d'avoir tout donné sans avoir rien reçu en échange, tels de véritables héros grecs. Dans ce contexte, pour les auteurs qui écrivent sur cet envoi, le service en Espagne devient une aventure, voire une odyssée. Bernelle et Colleville plus tard participent à ce

58 SHD, GR E 4 43, lettre de Ferrary au général Harispe le 16 octobre 1837.

59 SHD, GR E 4 45, lettre du colonel Ferrary au général Harispe le 19 octobre 1837.

60 Paul AZAN, *La Légion...*, *op. cit.*, p. 365.

phénomène, bien que la rédaction de leur *Histoire* ait aussi clairement visé la justification des actions de Bernelle, qui a subi de lourdes critiques vis-à-vis de son commandement. Dans une certaine mesure, la thèse historique que nous livre Azan fait partie du même phénomène, puisqu'il nous écrit d'abord et avant tout pour honorer la mémoire de son grand-père, Jean-Jacques Azan, sous-lieutenant de voltigeurs à la Légion française en Espagne de 1836 à 1838, et pour exalter les vertus de bravoure des hommes, dans un contexte, au début du XXème siècle, où les débats théoriques sur l'importance de l'offensive ou de la défensive font rage.

Le 1er juillet 1838, la Légion ne comporte plus d'après Azan que 66 officiers et 183 hommes. Le colonel Ferrary adresse des demandes incessantes tant à l'administration espagnole qu'au gouvernement français pour qu'une décision soit prise à son égard. Il écrit ainsi une requête pour qu'intervienne soit la réorganisation, soit le licenciement du corps le 13 juillet 1838<sup>61</sup>. Mais aucune des ces démarches n'aboutit. On peut raisonnablement estimer que le gouvernement espagnol ne souhaite pas prendre de décision au sujet du corps français, car il n'a en réalité toujours pas les moyens de le faire. En effet, la réorganisation supposerait le réarmement et le recrutement d'un nouveau régiment, tandis que le licenciement forcerait l'examen des dettes contractées par l'Espagne sous la forme d'un arriéré de solde. Dans une lettre du 5 septembre, Ferrary établit ainsi que les officiers n'ont en moyenne pas été payés depuis huit mois, et les hommes de troupes depuis six mois<sup>62</sup>.

L'infanterie de la Légion est finalement licenciée par une ordonnance royale du 8 décembre 1838, les lanciers polonais et la batterie continuant de servir avec l'armée espagnole. Le 1er janvier 1839, une petite colonne de 63 officiers et 159 hommes de troupe quitte Saragosse pour la France. Elle fait la remise de ses armes et munitions à Jaca, puis traverse la frontière et arrive finalement à Pau le 10 janvier. Le 1er avril 1839, le licenciement de la batterie consacre la fin de l'aventure légionnaire en Espagne. Ferrary, envoyé à Madrid afin de régler les comptes du corps, rentre en France en octobre 1839. Cependant, il nous est impossible de connaître le montant final de la somme que devait régler le gouvernement espagnol pour le service de la Légion. En effet, ces officiers disent avoir remis une copie de leur travail à l'ambassadeur de France, mais une note de la direction générale du personnel et des opérations militaires datée de juillet 1840 nous informe que cette copie n'est jamais parvenue au ministère de la Guerre en France<sup>63</sup>. Les archives espagnoles quant à elles ont subi un grave incendie le 25 novembre 1846, qui a détruit les registres de contrôle de la Di-

61 SHD, GR E 4 45, copie de la lettre du colonel Ferrary au ministre de la Guerre espagnol, le 13 juillet 1838.

62 SHD, *Ibidem*, lettre du colonel Ferrary à l'ambassadeur Fezensac, le 5 septembre 1838.

63 SHD, *Ibidem*, note à l'attention du ministre de la Guerre le 9 juillet 1840.

vision auxiliaire française et un grand nombre de documents ayant trait à son service auprès de l'armée de la reine. C'est cet incendie qui explique l'absence de documents espagnols dans notre étude, les rares restes conservés à l'alcazar de Ségovie n'étant pas disponibles pour consultation, car trop endommagés.

Il est cependant intéressant de noter que les gouvernements anglais et portugais, contrairement au gouvernement français, conservent chacun des représentants à Madrid afin de veiller au remboursement régulier des sommes dues à leurs troupes auxiliaires<sup>64</sup>.

## BILAN

La question de l'intervention française en Espagne, un épisode oublié des relations franco-espagnoles? Oui à coup sûr. Pourtant, elle a eu des répercussions importantes, tant dans le jeu politique et diplomatique espagnol que français. La tension entre les partisans de l'intervention et ceux de la neutralité, fait en réalité partie d'un affrontement plus large qui se déroule en France autour des prérogatives du roi. Louis-Philippe 1er, que l'on pourrait en quelque sorte qualifier de plus conservateur des libéraux, est l'ennemi convaincu de toute intervention en Espagne. Il prétend également exercer un pouvoir effectif et étendu sur le gouvernement du royaume. Au contraire, Adolphe Thiers est le champion de l'intervention, et pense que le roi, régnant sans gouverner, doit laisser ses ministres appliquer leurs idées et politiques. Cet affrontement autour de la question d'Espagne se termine par la victoire à l'été 1836 du parti du roi. On assiste par conséquent à un renforcement de son pouvoir jusqu'en 1840, année où il est à nouveau opposé à Thiers. Mais ce refus forcené d'intervenir en Espagne se solde également par la perte totale de l'influence française au profit du Royaume-Uni pour plusieurs années. On peut notamment voir cela avec l'exil de la reine mère modérée Marie-Christine et son remplacement à la régence par le libéral Espartero dans les années 1840.

La politique étrangère royale se solde donc par un échec, car sacrifier les intérêts français en Espagne n'a pas pour autant abouti à l'alliance tant recherchée avec l'Autriche. Au contraire, cela renforce encore l'isolement français. Dans les faits, il apparaît qu'aucune des puissances européennes, pas même le Royaume-Uni, ne recherchait vraiment une alliance avec la France. Dans ce contexte, mener une politique étrangère énergique, voire agressive aurait été un moyen de briser le *statu quo* européen issu du congrès de Vienne, et l'intervention en Espagne fournissait l'occasion de mettre en pratique une telle politique, sans pour autant provoquer une guerre européenne. Fondamentalement, c'est d'ailleurs l'éclatement d'une autre guerre, la guerre de Crimée, qui

---

<sup>64</sup> *Ibidem*.

permet ultérieurement à la France de retrouver une place d'importance dans l'équilibre européen.

On peut relier cette extrême prudence à l'extérieur ainsi que le conservatisme du gouvernement de Louis-Philippe à la peur du péril révolutionnaire et à la peur de l'étranger, qui sont intimement liées. Elles entraînent le gouvernement dans une politique d'endiguement du danger révolutionnaire étranger, que celui-ci soit réel ou imaginé, qui explique en partie le refus absolu de l'intervention. La garde s'effectue avant tout à la frontière des Pyrénées, premier maillon d'une chaîne de contrôle des réfugiés, dont la Légion est un des éléments. Mais la garde de la frontière est censée s'effectuer dans les deux sens, la France ayant pris pour engagement d'empêcher toute aide d'arriver aux carlistes, et l'on peut constater, par l'étude des mesures prises contre la contrebande que cet engagement n'est que très partiellement rempli. Subsistances, armes, munitions, et surtout personnes, continuent de passer la frontière des Pyrénées alors que les douaniers dénoncent leur manque de moyens. De même, les agents carlistes présents en France, bien identifiés, agissent presque sans être inquiétés, pour le recrutement ou l'envoi de provisions.

La prudence exagérée de la politique étrangère française se solde finalement en 1835 par l'envoi auprès de la reine d'Espagne de la Légion étrangère française. Mais c'est en réalité une demi-mesure, tout juste consentie par le roi afin de satisfaire les partisans de l'intervention. Ceux-ci ont, au contraire, pour projet de transformer la Légion en une véritable armée, capable selon eux de mettre un terme une fois pour toutes à la guerre carliste, sans que ce projet ne puisse se concrétiser. Cet envoi est également un moyen pour le gouvernement français de se débarrasser de certains éléments considérés comme "indésirables" et que la Légion servait à contrôler.

Malgré cet envoi aux raisons somme toute peu glorieuses, la Légion étrangère s'est illustrée pendant les combats en Espagne par la bravoure tant de ses chefs que de ses hommes. Bien loin de l'opinion selon laquelle elle n'aurait été qu'un réservoir de déserteurs, elle joue au contraire le rôle de troupe de choc, n'hésitant pas à partir à l'assaut, même dans des conditions défavorables, et même parfois sans que cela ait été ordonné. En effet, la discipline des hommes comme des officiers laisse parfois à désirer, mais tout écart est rapidement réprimé par des mesures proprement draconiennes, qui incluent la condamnation à mort. Dans les faits, il est assez incroyable que dans la situation de détresse profonde dans laquelle la laisse les gouvernements espagnols et français, la Légion ne se soit pas intégralement débandée. On peut mettre cela au crédit de Bernelle, Lebeau, Conrad et Ferrary, qui tous semblent avoir accompli l'impossible, en fédérant autour d'eux des hommes aux origines très diverses, et en se battant pour obtenir le paiement de la solde et la livraison de provisions. La simple présence d'une troupe de 5 000 hommes dans le nord de la péninsule ibérique

alors que l'armée de la reine peine à faire jeu égal avec l'armée carliste a joué un rôle assez important. On peut d'ailleurs étendre cela à l'intégralité des troupes étrangères qui viennent seconder l'armée espagnole, puisqu'avec les légions anglaises et portugaises, ce sont plus de 15 000 étrangers qui viennent renforcer le dispositif de garde du "quadrilatère d'Estella". En effet, si la participation de la Légion aux batailles n'a pas eu de conséquences majeures, puisqu'aucune de ces batailles n'a réellement eu un impact déterminant sur le déroulement de la guerre, elle a cependant puissamment contribué à la stratégie d'enfermement de la révolte décidée par le commandement espagnol.

Malheureusement, une évaluation complète et objective de l'action de la Légion restera, semble-t-il, à jamais impossible à cause de l'état lacunaire des archives qui nous sont parvenues, notamment à cause de l'incendie qui a ravagé les archives de la troupe espagnoles. Le peu de témoignages existant, qui rejoint les constatations établies par Laetitia Blanchard Rubio dans le cadre du colloque sur le pouvoir des images<sup>65</sup> sur la faible importance numérique de la production iconographique ayant trait à la première guerre carliste, nous force aussi à prendre appui sur des sources qui restent partisans. Que ce soit le témoignage du général Bernelle, du lieutenant-général Harispe, ou la thèse du général Azan, tous cherchent à justifier, à magnifier l'action de la Légion. Ils sont également influencés par les schémas politiques préconçus de leur époque, qui les amènent à systématiquement glorifier les personnages dont les opinions politiques correspondent aux leurs, et à déprécier les autres. Je déplore, en particulier, l'incapacité dans laquelle je me trouve de réaliser avec précision un état de la désertion parmi les légionnaires. Elle a été importante, cela est sûr. Plus que pendant le service en Algérie ? Comparable à celle sévissant chez les *christinos* comme chez les carlistes ? Les légionnaires déserteurs sont-ils plutôt allés rejoindre les carlistes ou la frontière française ? Autant de questions pour lesquelles on peut formuler des hypothèses, mais pas avancer des réponses. La même chose est vrai pour l'état des pertes de la Légion. À quel point a-t-elle souffert des combats et quel a été le bilan sanitaire de cette expédition semblent être des questions insolubles.

En définitive, je pense pouvoir affirmer que loin de l'image traditionnellement admise qui voulait que son occupation principale ait été de fournir des déserteurs aux carlistes, la Légion étrangère a au contraire pris une part active aux combats. C'est bien plus l'action de la monarchie de Juillet qui est à mettre en cause, ayant, au sein d'une politique étrangère trop timorée, abandonné toute idée d'action en Espagne, et donc, toute idée de venir en aide au corps pourtant envoyé sur son ordre outre-Pyrénées, ce qui a abouti à la perte de l'influence de la France dans la Péninsule Ibérique au profit du Royaume-Uni.

<sup>65</sup> Laetitia BLANCHARD RUBIO, "El papel...", *op. cit.*, p. 153-174.

Pour autant cette renonciation à l'Espagne n'a pas non plus provoqué plus que des déclarations de bons sentiments de la part des gouvernements anglais et autrichien envers le gouvernement français. Elle s'est surtout soldée enfin par l'abandon complet de la Légion.

## BIBLIOGRAPHIE

- Paul AZAN, *La Légion Étrangère en Espagne, 1835-1839*, Paris: Lavauzelle, 1906.
- Joseph BERNELLE, Augustin DE COLLEVILLE, *Histoire de l'ancienne Légion Étrangère, créée en 1831, licenciée en 1838*, Paris: Marc-Aurel, 1850, 2 tomes.
- Laetitia BLANCHARD RUBIO, "El papel de los grabados en la percepción del conflicto carlista por parte de los franceses (1833-1839)" en actes du colloque *El grabado en el mundo digital*, musée Zumalacarregui, Estudios Históricos VI, San Sebastian: Diputación Foral de Guipuzcoa, 2003, p. 153-174.
- Roger BULLEN, "France and the problem of intervention in Spain, 1834-1836", *Cambridge Historical Journal*, 20 (1977), p. 363-393
- André-Paul COMOR (dir.), "Ancienne Légion" en *La Légion étrangère, histoire et dictionnaire*, Paris: Laffont, 2013.
- Jean-Claude DROUIN et Nathalie RILLOT, "Légitimistes français et carlistes espagnols: la croisade pour le roi" en actes du colloque *A mis amigos de la frontera. El País Vasco francés en la aventura carlista 1833-1876*, musée Zumalacarregui, 2006, p. 79.
- Jean-Charles JAUFFRET, "Mr. Thiers, l'Espagne et la Légion étrangère", *Revue Historique des Armées*, 3 (1979), p. 145-172.
- Jean LACOUTURE, "Carmen, Mérimée, Bizet: liens entre les cultures espagnole et française", *Synergies Espagne*, 3 (2010), p. 207-214.

ARTÍCULO RECIBIDO: 29-07-2021, ACEPTADO: 25-01-2022